

**COMMUNES JURASSIENNES : AMELIORER LES MOYENS DE CONTRÔLE**

De nombreuses réactions et interventions ont fait suite à la parution du rapport sur les finances communales. Ce qui paraît tout à fait normal au vu de l'inquiétante situation financière des communes jurassiennes.

Le constat nous amène à penser que le contrôle de l'Etat n'est pas suffisamment efficace et qu'il manque des moyens d'action. Comme le relève le rapport, il convient de ne pas négliger les processus en cours, que ce soient les discussions sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes ou celui d'OPTI-MA qui, normalement, permettront de faire des économies.

De plus, des outils pour le suivi seront encore introduits, malheureusement à notre sens de manière trop tardive. Nous pensons tout d'abord à la mise en place du MCH2 et à une modification de la réglementation - plus précise et contraignante - pour les organes de contrôle.

Pour être complet et à l'instar d'autres cantons, il serait également bon de réfléchir comment améliorer la surveillance - dévolue à l'Etat - par l'introduction d'objectifs et aussi d'envisager des moyens de pression pour éviter que des communes arrivent dans des situations financières telles que nous les connaissons aujourd'hui.

Nous pouvons profiter des analyses, que ce soit au niveau de l'endettement ou de la capacité d'autofinancement qui ressortent du rapport, et qui pourraient être mises en valeur pour servir de cadre.

De plus, le rattachement des services de moins de 5 EPT à d'autres services prévu par OPTI-MA et qui touchera le service des communes, obligera de trouver des solutions rationnelles et des outils efficaces pour remplir la tâche de contrôle des communes.

En relation avec ce qui précède, nous demandons au Gouvernement jurassien :

- a) De réfléchir à l'introduction d'objectifs financiers minima à atteindre pour l'ensemble des communes jurassiennes, en préservant bien entendu l'autonomie de ces dernières
- b) De trouver des outils pour que l'Etat jurassien puisse contraindre les communes à atteindre ces objectifs

Delémont, le 1<sup>er</sup> octobre 2014

Pour le groupe PCSI-Jura

  
Géraldine Beuchat-Willemin